

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/N/1/COL/2

21 septembre 1995

(95-2733)

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

Colombie

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 31 juillet 1995.¹

Conformément aux dispositions de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, le gouvernement de la République de Colombie notifie sa politique d'absorption de la production nationale.

I. Description de la mesure et de ses principales caractéristiques

En application des mécanismes de compensation et de la politique d'absorption de la production nationale des produits de l'agriculture et de l'élevage, les importations de tels produits sont assujetties à l'obligation, pour les entreprises agro-industrielles importatrices et transformatrices de ces produits ou de produits semblables, de faire la preuve de l'absorption de la production nationale. Pour certains produits, outre l'autorisation d'importer, une réduction des droits de douane est accordée.

1. Catégorie de la Liste exemplative à laquelle la mesure appartient.

Cette mesure correspond aux paragraphes 1 a) et 2 a) de la Liste exemplative annexée à l'Accord sur les MIC.

2. La MIC est-elle appliquée par le gouvernement en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une législation impérative?

La MIC est appliquée en vertu d'une législation d'application générale.

- Article 3 de la Loi n° 101 du 23 décembre 1994;
- Alinéa ñ) de l'article 4 du Décret n° 1279 du 22 juin 1994.

Toutefois, les produits sont déterminés en fonction de critères relevant de la politique agricole.

¹Les réponses contenues dans la présente notification suivent l'ordre du modèle approuvé de présentation des notifications au titre de l'article 5:1, contenu dans le document G/TRIMS/1.

3. S'il s'agit d'une MIC de caractère général, quels sont les critères utilisés pour déterminer les entreprises auxquelles elle s'applique?

La mesure est applicable à toute entreprise nationale ou étrangère de transformation de produits agricoles en Colombie qui utilise des matières premières agricoles pour sa production. L'autorisation d'importer est octroyée une fois vérifiée l'absorption de la production nationale.

4. Si la MIC est appliquée conformément à une législation impérative, cette législation exige-t-elle que la mesure soit appliquée aux nouvelles entreprises ou aux nouveaux investissements d'entreprises existantes?

La MIC notifiée est applicable à toutes les entreprises nationales ou étrangères de transformation de produits agricoles existant dans le pays, et à toutes celles qui s'y établissent.

5. Préciser a) si la mesure est obligatoire ou a force exécutoire pour l'entreprise en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives ou b) s'il est nécessaire que l'entreprise s'y conforme pour obtenir un avantage.

a) L'absorption de matières premières d'origine nationale est obligatoire et exigible en vertu des mesures législatives internes d'application générale mentionnées au point 2. Dans certains cas, cette absorption donne lieu à une réduction spécifique des droits de douane.

b) Le respect de la MIC est nécessaire pour obtenir l'autorisation d'importer.

6. Lorsque la MIC a trait à des produits spécifiques, donner suffisamment de détails sur ces produits pour définir la portée de la mesure.

Les dispositions de la Loi n° 101 et de l'alinéa ñ) du Décret n° 1279 de 1994 sont applicables à tout produit de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche.

7. Date de mise en oeuvre de la MIC et nature de toute modification apportée à la MIC dans les 180 jours précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

Si la Loi n° 101 de 1993 et le Décret n° 1279 de 1994 reflètent les dispositions de la Constitution politique de 1991, antérieures à la date des mesures mentionnées et conformes à la Constitution de 1986, l'absorption obligatoire de la production nationale, prescrite pour obtenir l'autorisation d'importer, était déjà prévue dans la Loi n° 81 de 1988 et dans le Décret n° 501 de 1989. La Loi n° 101 de 1993 et le Décret n° 1279 de 1994 reprennent lesdites dispositions et constituent le cadre dans lequel est appliquée la politique d'absorption de la production agricole en Colombie.

Il ressort donc, à l'évidence, que le fondement juridique de la MIC notifiée est antérieur au 30 juin 1994, ce qui est conforme aux prescriptions de l'article 5:4 de l'Accord sur les MIC.

8. La MIC, telle qu'elle est appliquée en vertu de la législation nationale, comprend-elle des dispositions relatives à sa réduction progressive/ou à son élimination?

La MIC ne comprend aucune disposition relative à sa réduction progressive ou à son élimination.

9. Indiquer la loi, la réglementation ou la directive administrative nationale en vertu de laquelle la MIC est appliquée; une copie doit en être adressée au Secrétariat pour que les Membres intéressés puissent la consulter.

Une copie de la Loi n° 101 de 1993 et du Décret n° 1279 de 1994 est annexée à la présente notification.²

10. Préciser à quel niveau d'administration la MIC est appliquée et donner le nom de l'organisme de mise en oeuvre et tous les renseignements sur les procédures d'application qui sont nécessaires pour comprendre la nature et la portée de la MIC.

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural est l'entité chargée d'appliquer la mesure et de veiller à son respect.

II. Renseignements d'ordre général sur le programme en question

La politique d'absorption de la production nationale se fonde sur les articles 64, 65 et 66 de la Constitution politique de la Colombie. Elle vise à protéger le développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, à favoriser l'amélioration du revenu et de la qualité de la vie des producteurs ruraux et à promouvoir la compétitivité du secteur, dans le cadre de la politique de libéralisation progressive et sélective des produits de ce secteur, conformément aux traités internationaux.

Plus spécifiquement, pour assurer la sécurité des agriculteurs et limiter la surproduction de certains produits agricoles, le Ministère de l'agriculture et du développement rural et le Ministère du développement économique, conjointement avec le Ministère du commerce extérieur, favorisent la conclusion, entre les producteurs et les entreprises agro-industrielles de transformation, d'accords garantissant l'absorption des productions nationales et favorisant l'amélioration de la compétitivité du secteur.

En ce qui concerne les produits pour lesquels il y a eu conclusion de tels accords et amélioration du prix reçu par le producteur agricole, le gouvernement national accorde une réduction des droits de douane qui compense l'augmentation de prix convenue. L'autorisation d'importer est accordée si le respect de ces accords est établi.

En ce qui concerne les produits pour lesquels aucun accord n'a été conclu, il appartient au gouvernement national de garantir l'absorption adéquate de la production nationale. C'est pourquoi les importations ne sont autorisées que si cette absorption est établie.

²Les délégations intéressées peuvent consulter ces documents au Secrétariat (Division de la propriété intellectuelle et des investissements).